



Rencontre ministérielle Santé du G7

Réaction du W7

17 mai 2019

Rencontre ministérielle Santé du G7

Réaction du W7

À l'issue de deux jours de rencontres les 16 et 17 mai, les Ministres de la santé des pays membres du G7 ont adopté une déclaration réitérant leur engagement en faveur d'une action inclusive et durable pour la santé mondiale, **une déclaration de bonnes intentions, sans véritable engagement financier où les droits et la santé sexuels et reproductifs sont aux abonnés absents.**

Les associations des 7 pays membres réunies autour du C7 (Civil 7) et du W7 (Women 7) se félicitent de l'engagement du G7 de maintenir la santé mondiale comme priorité politique au plus haut niveau et de soutenir le succès financier de la Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme qui se tiendra le 10 octobre prochain à Lyon.

« Alors que les pays du G7 représentent près de 80% des ressources totales du Fonds mondial, aucun pays n'a saisi l'occasion de cette réunion pour annoncer un engagement financier précis et anticipé. Cela aurait permis d'envoyer un signal politique fort aux autres donateurs et de mobiliser l'ensemble de la communauté internationale en faveur de la lutte contre les pandémies et de l'accès aux soins pour tous et toutes. », déplore Bruno Rivalan, directeur exécutif adjoint d'Action Santé Mondiale et représentant du C7.

Nos associations déplorent également que les Ministres de la santé du G7 aient évité les sujets qui fâchent, notamment les droits et la santé sexuels et reproductifs. C'est pourtant l'un des outils clés des soins de santé primaires et de lutte contre les inégalités en santé, qui était déjà le grand absent de la Ministérielle genre la semaine dernière. *« Comment parler d'égalité femmes-hommes sans s'engager sur les droits fondamentaux des femmes et des filles à disposer de leur corps ? »* alerte Aurélie Gal-Régniez, directrice exécutive d'Equipop et représentante du W7. *« L'actualité souligne le fait que l'accès à l'avortement recule dans de nombreux États. Les États du G7 qui, comme la France, ont une position diplomatique forte d'un point de vue rhétorique, doivent désormais dégager des financements supplémentaires pour défendre concrètement les DSSR des femmes – dans le cadre du G7 ou en dehors ».*

Nos associations saluent la priorité donnée aux soins de santé primaires, l'outil le plus efficace pour lutter contre les inégalités de santé, notamment liées au genre, et pour assurer à chacun.e la réalisation de son droit à la santé. Mais aujourd'hui les patient.e.s paient plus pour les soins de santé primaires que les bailleurs et les gouvernements combinés. Il faut aller au-delà d'une plateforme de partage d'expérience, et s'assurer que les pays du G7 augmentent leurs financements en faveur des soins de santé primaires et ciblent en priorité les populations exclues et vulnérables.



Les associations du C7 et du W7 appellent les chef.fe.s d'État et de gouvernement à prendre des engagements politiques et financiers concrets et ambitieux en faveur de l'accélération de l'atteinte de l'ODD 3 lors du Sommet G7 à Biarritz en août. Au-delà des déclarations politiques, l'atteinte de l'ODD 3 visant à assurer la bonne santé et le bien-être de tous.tes nécessitera des efforts financiers ambitieux de chaque pays. En tant que principaux donateurs de l'aide au développement en santé, les pays du G7 ont ici un rôle crucial à jouer, notamment dans les pays à faible et moyen revenu.

Notes aux éditeurs

- **Le C7 (Civil 7)** est un groupe d'engagement du G7 rassemblant quelques 170 organisations de la société civile et associations des pays membres du G7. En 2019, lors de la présidence française, il a pour chef de file Coordination SUD et ses travaux visent à promouvoir ses recommandations auprès des décideurs du G7 sur la lutte contre les inégalités à travers l'égalité femmes-hommes, le climat et l'environnement, l'éducation, la santé, la sécurité alimentaire, l'agriculture et la nutrition, la paix et la sécurité, le financement du développement et la justice fiscale.

- **Le W7 (Women 7)** rassemble des organisations féministes des pays du G7 et du monde entier. Sa mission principale est de s'assurer que les pays du G7 prennent des engagements tant financiers que politiques en 2019 et au-delà, qui permettront d'avoir un impact concret et durable sur la vie des femmes et des filles partout dans le monde.

Pour en savoir plus : feministscount.org

Contacts presse

Bénédicte Bimoko, chargée de communication, Coordination SUD

01.44.72.03.78 | 07.76.78.15.19

bimoko@coordinationsud.org

Margot Jaymond, chargée de plaidoyer, Action Santé Mondiale pour le C7

09.83.25.40.71 | 06.64.80.05.72

mjaymond@ghadvocates.org

Nicolas Rainaud, responsable plaidoyer, Equipop pour le W7

06.73.72.25.37

nicolas.rainaud@equipop.org



@women7official



www.feministscount.org



**Time passes by, inequalities remain.
Le temps passe, les inégalités persistent.**